NOTE À PROPOS DE LA CRIMINALISATION DU MST

- contribution pour la Campagne Internationale de libération des prisonniers da Reforma Agraria du Brésil – 2016 –

Goiânia, Brésil, le 22 de setembro de 2016

En ce moment est une cours dans l'état de Goiás une grave et dangereuse stratégie de criminalisation du Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans-Terre – MST -, ce qui nous comprenons en tant qu'un attentat aux Droits de l'Homme et un potentiel risque pour la lutte populaire non seulement dans l'état, mais dans tout le pays. Malgré toujours limitée à l'état de Goiás, les appareils de ce processus de criminalisation et d'établissement d'un État policier pourront être utilisés dans tout autre état brésilien ou même dans le niveau fédéral, surtout dans cette période de rupture démocratique.

Dans la journée du 12 Avril, les juges Thiago Brandão Boghi, Rui Carlos de Faria et Vitor Umbelino, respectivement des villes de Santa Helena, Mineiros et Rio Verde, ont ordonné la prison préventive de quatre militants du MST qui, malgré le fait de ne pas avoir commit aucun crime, ont été accusés de faire partie d'une **Organisation Criminelle**. L'agriculteur Luiz Batista Borges, intégrant du camp Père Josimo Tavares, a été arrêté lorsque il se présenta dans le poste de police de Rio Verde, au 14 Avril de cette année. Au 31 Mai, le militant José Valdir Misnerovicz, reconnu nationalement et internationalement en tant qu'un combattant pour la Reforme Agraire, a été arrêté lors d'une action articulée entre les polices de Goiás et du Rio Grande do Sul, où se trouvait José Valdir. Les militants Natalino de Jesus et Diessyka Lorena sont en exil.

C'est la première fois au Brésil que le MST a été criminalisé sur les fondements de la loi 12.850-2013, qui a pour cible des organisations criminelles. Cette loi, supposément créée pour contrer le blanchissement d'argent et le trafic, peut être considérée en tant que la légitimation d'un vrai État d'Exception. En ayant cette loi pour base, les investigations se passent de façon secrète et peuvent se servir automatiquement de la négociation de plaidoyer, infiltration d'agents, invasion de secret fiscal, bancaire et téléphonique, écoute et d'autres mesures arbitraires.

Différemment de l'encadrement de Formation d'organisation criminelle, l'accusation que, historiquement, ces juges réactionnaires essayent d'attribuer au MST et qui n'a jamais était reconnue par les tribunaux supérieurs, l'Organisation Criminelle présuppose la théorie du Domaine des Faits. Soit, en entendant le MST en tant qu'organisation criminelle, n'importe quel militant peut être accusé en n'importe quelle investigation qui soit déclenchée. C'est l'effort absurde de mettre hors de la légalité un mouvement démocratique qui lutte pour la Reforme Agraire au Brésil.

Toute cette action est le produit de l'avancement des forces conservatrices dans les niveaux régional et national. Dans les dernières trois années et demi la lutte pour la terre dans l'état de Goiás a passé par une intense massification, passant de 600 familles retranchés dans les camps vers 6.500 familles

en 2016. Au long de cette période l'occupation Monseigneur Tomás Balduino a pris place dans le complexe Santa Mônica, une énorme propriété agricole non-productive d'un sénateur brésilien qui est le produit de l'expropriation des terres des paysans, et de l'Usine Santa Mônica, une autre grande propriété d'exploitation de la canne-à-sucre qui a une dette d'environ 1,1 billion de reais avec les travailleurs et le gouvernement fédéral.

En face de cette croissance, le agrobusiness, articulé avec le pouvoir judiciaire local et de l'état, le législatif fédéral et le gouvernement de l'état, ont déclenché ce processus de répression, dont l'objectif est celui de rendre inviable la lutte pour la terre dans l'état.

Dans le niveau fédéral, le coup en cours a des forts liens avec le agrobusiness et avec les forces conservatrices des pouvoirs judiciaire et législatif. L'initiative d'encadrer le MST en tant qu'organisation criminelle, malgré le fait d'avoir commencé dans l'état de Goiás, est déjà défendue par le bloc ruraliste du Parlement Fédéral et par des figures politiques qui sont dans l'avant-garde du coup.

Comité à Goiás des Droits de l'Homme Monseigneur Tomás Balduino

comitedhdomtomasbalduino@gmail.com